



L'Europe + sociale, + solidaire, ça me concerne ! L'Europe, c'est nous

ATELIER – THÉMATIQUE :

Lutte contre la traite des êtres humains

Co-animateurs:

- Olivier Peyroux - olivier.peyroux@gmail.com -
- Ariela Mitri - ariela_mitri@yahoo.it
- Anselme Hugerot - a.hugerot@amicaledunid13.org
- Eric Mille – e.mille@amicaledunid13.org
- Nagham Hriech Wahabi – nagham.hriech@esclavage-stop.org

Référent:

- Sarah Berthelot - sarah.berthelot@secours-catholique.org

Problématique

Quelques lignes

Contexte :

Le phénomène de la traite des êtres humains est un phénomène régional et transnational qui touche l'ensemble des pays qu'ils soient en dehors de l'Union européenne ou membres de l'Union européenne (l'Union européenne comporte des zones d'origine, de transit ou de destination des victimes). A l'heure actuelle, un nombre de plus en plus important de victimes est identifié dans l'Union européenne notamment en particulier parmi les groupes les plus vulnérables : mineurs, minorités ethniques etc. Dans ce contexte, une réponse transnationale s'impose et il est donc indispensable de structurer la lutte contre la traite des êtres humains autour d'un **système de coopération étroite au niveau international mais aussi européen**, entre les acteurs tant institutionnels qu'associatifs engagés dans ce processus, dans les domaines tels que la **prévention auprès des populations vulnérables**, la **formation à l'identification des victimes** dispensée aux acteurs amenés à être en contact avec des victimes potentielles, la **protection et la prise en charge des victimes**, les **actions de plaidoyer** en faveur de la lutte contre la traite ou encore la **sensibilisation du grand public**. Si les instances européennes se sont emparées de cette problématique depuis quelques années avec pour résultat l'élaboration de textes communs visant une répression plus efficace des auteurs de la traite ainsi qu'une meilleure protection des victimes, ce qui représente une sérieuse avancée, en pratique les Etats semblent réticents à la mise en œuvre concrète de ces nouvelles législations. Sur le terrain, la coopération entre administrations et associations restent encore trop limitée pour lutter efficacement contre le phénomène. Ainsi, il serait aujourd'hui nécessaire que des mécanismes de coopération

	<p>transnationale formalisés voient le jour. Une approche transnationale, pluridisciplinaire et globale doit être développée et/ou renforcée sur l'ensemble des étapes : sensibilisation, prévention, identification, protection et répression.</p> <p><u>Problématique</u> : comment mettre en place un système de coopération transnational et multidisciplinaire au sein de l'Union européenne et hors Union européenne dans l'objectif de lutter efficacement contre le phénomène de la traite des êtres humains ?</p>
<p>Ce que fait ou ne fait pas l'Union européenne en la matière ?</p>	<p>- La Commission européenne a lancé, le 31 mai 2013, la Plateforme européenne de la société civile de lutte contre la traite des êtres humains, qui regroupe plus d'une centaine d'organisations de la société civile établies dans l'Union. Cette Plateforme paneuropéenne, dont fait partie le Secours Catholique-Caritas France et quatre autres associations françaises, constitue ainsi un lieu d'échanges d'expériences et d'idées pour ces associations européennes, nationales ou locales agissant pour les droits de l'homme, les droits de l'enfant, les droits de la femme et de l'égalité des sexes, ainsi que les droits et l'hébergement des migrants. Cet espace permet ainsi aux acteurs de terrain de réfléchir à des priorités politiques au niveau européen et à la manière de collaborer avec des acteurs situés hors de l'Union, et de partager leurs bonnes pratiques afin notamment de mieux venir en aide aux victimes de la traite des êtres humains et de lutter contre la demande. La création de cette Plateforme permettra également à la Commission européenne d'avoir accès à des informations actualisées relatives aux difficultés rencontrées par les acteurs de la société civile dans leur travail sur le terrain.</p> <p>- Malgré ce type d'initiatives et l'adoption de textes communs, l'Union européenne devrait exercer une pression supérieure sur ses Etats membres afin que ces mesures aient davantage d'efficacité au niveau national.</p>
<p>État des réglementations ou textes existants en la matière <i>(si pertinent de les rappeler)</i></p>	<p><u>Union européenne</u> :</p> <p>- Directive 2011/36/UE du Parlement européen et du Conseil du 5 avril 2011 concernant la prévention de la traite des êtres humains et la lutte contre ce phénomène ainsi que la protection des victimes et remplaçant la décision cadre 2002/629/JAI du Conseil : elle met en place des règles à l'échelle de l'Union européenne relatives à la définition des infractions pénales et des sanctions en matière de traite des êtres humains, et prévoit des mesures visant à mieux prévenir ce phénomène ainsi qu'à renforcer la protection des victimes. A la date limite de transposition seuls 6 Etats membres avaient respecté leurs obligations. Les autres Etats furent rappelés à l'ordre sans pour autant avoir été sanctionnés.</p> <p><u>Conseil de l'Europe</u> :</p>

	<p>- Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains, Varsovie, signée le 16 mai 2005: la Convention de Varsovie est axée principalement sur la protection des victimes et la sauvegarde de leurs droits ainsi que sur la prévention de la traite et la poursuite des trafiquants</p> <p>- Rapport concernant la mise en œuvre de la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains par la France, premier cycle d'évaluation, Strasbourg, le 28 janvier 2013.</p>
<p>Questionnements, points d'attention</p>	<p>- Comment créer des mécanismes de coopération au niveau européen entre les divers acteurs en contact avec les victimes (services de police, justice, protection sociale ou de l'enfance, associations spécialisées, etc.) engagés dans la lutte contre la traite des êtres humains ?</p> <p>- Comment lutter contre le phénomène de la traite des êtres humains alors que les auteurs profitent de plus en plus de la mondialisation des flux de communication et passent par des plateformes dématérialisées comme Internet pour contrôler à distance les victimes et ainsi échapper aux poursuites pénales ?</p> <p>- Comment faire en sorte que les pays européens les moins développés économiquement aient les ressources nécessaires pour réaliser des enquêtes sur l'environnement des victimes, établir un véritable suivi social et assurer la protection des victimes qui souhaitent se réintégrer dans ces pays d'origine ?</p> <p>- Comment faire en sorte que l'ensemble des pays européens apportent des réponses effectives afin de garantir la protection des victimes de la traite des êtres humains quel que soit l'âge et la forme d'exploitation ?</p>
<p>Proposition de trame d'animation de l'atelier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Présentation individuelle des participants, chacun terminera en complétant l'expression « Pour moi, la traite des êtres humains signifie... » - Poser la problématique et présenter de façon dynamique le panorama actuel de l'état de la lutte contre la traite des êtres humains au niveau européen (exemple de projets de coopération au niveau européen etc.) [animateur]. - Témoignage des personnes qui ont été victimes de traite afin notamment de comprendre quelles sont les failles du système de prévention, d'identification, de protection et de répression actuel en Europe ou hors Europe. - Temps de discussion et d'échange de « bonnes pratiques » en termes de coopération à l'échelle européenne etc. Se poser la question de savoir ce que pourrait apporter de plus l'Union européenne en termes de lutte contre la traite des êtres humains. - Conclusion : <p>Elaboration d'un document final à partir du questionnaire suivant : quelles sont les revendications et pistes de réflexion qui doivent être communiquées aux députés dans le cadre des</p>	

élections européennes ? Ce document est plus largement destiné à servir d'outil de plaidoyer dans d'autres arènes.

Animateurs / participants	NOM Prénom	Association PAYS	Langue	Mail
Participant	ABEBE Wubit Zeleke	Caritas LIBAN	Anglais Arabe Amharik	nchehade@eclmc.org
Participant (référent)	BERTHELOT Sarah	Secours Catholique -Caritas FRANCE	Français Anglais	sarah.berthelot@secours-catholique.org
Participant	BIBA Prena	Caritas ALBANIE	Albanais	ariela_mitri@yahoo.it
Participant	BOSILJKO Rajic	Caritas BOSNIE	Anglais Allemand	bosiljko.rajic@carbkbih.com.ba
Participant	CHEHADE Nancy	Caritas LIBAN	Français Anglais Arabe	nchehade@eclmc.org
Participant	COUZY Andréa	ETZ, FRANCE	Français Anglais Espagnol	andrea.couzy@esclavage-stop.org
Participant	DRE BI Roselyne	ETZ, FRANCE	Français Anglais	roselyne.drebi@esclavage-stop.org
Animateur	HRIECH WAHABI Nagham	ETZ, FRANCE	Français- Anglais- Espagnol Arabe	nagham.hriech@esclavage-stop.org
Animateur	HUGEROT Anselme	Amicale du Nid, FRANCE	Français	a.hugerot@amicaledunid13.org
Participant	LEGISI Mariana	Caritas ALBANIE	Albanais Italien	ariela_mitri@yahoo.it
Participant	LE MERRER Liliane	ETZ, FRANCE	Français	liliane.le-merrer@orange.fr
Animateur	MILLE Eric	Amicale du Nid, FRANCE	Français Anglais	e.mille@amicaledunid13.org
Animateur	MITRI Ariela	Caritas ALBANIE	Anglais Français Italien Albanais	ariela_mitri@yahoo.it
Animateur	PEYROUX Olivier	Diagnostics et trajectoires FRANCE	Français Anglais Roumain Serbe	olivier.peyroux@gmail.com
Participant	STRMSEK Magdalena	Caritas SLOVENIE	Slovène Anglais	magdalena.strmse@gmail.com
Participant	WIJESINGHE Nirmala Indumathi	Caritas LIBAN	Anglais Arabe Sinhala	nchehade@eclmc.org